Les coupures demandées aux institutions postsecondaires du Manitoba

Je suis sidéré par l’attitude de notre gouvernement manitobain qui est obnubilé par sa politique comptable d’équilibre budgétaire. Alors que nombre de gouvernements provinciaux, sans parler du fédéral, pensent en termes de dépenses; on n’a qu’à penser à Doug Ford en Ontario, pourtant un conservateur, qui n’hésite pas à dépenser, afin 1) de contrer la pandémie et 2) de limiter la chute vertigineuse de l’économie, le gouvernement Pallister, lui, reste figer dans sa quête de l’équilibre budgétaire. Si le gouvernement met $ 1,00 dans la lutte à la pandémie, il faut qu’il coupe la même somme ailleurs dans le budget. Et, quelle est sa première cible : les universités et les collèges manitobains. On exige, on ne demande pas, que ces établissements coupent entre 10% et 30% de leur budget pour les quatre prochains mois, soit de mai à août inclusivement.

De toute évidence, avec cette autre attaque, le gouvernement Pallister poursuit la guerre engagée contre l’enseignement postsecondaire depuis sa première élection. La première attaque, de portée générale pour tout le secteur public et parapublic a été le gel ou quasi gel salarial de tous les employés du gouvernement. La seconde attaque a pris pour cible le budget à l’enseignement postsecondaire qui n’a cessé de reculer. Les quelques miettes jetées, ici et là, n’ont jamais été suffisantes afin de couvrir, ne serez-ce, que l’inflation. Résultat net, dans le cas spécifique de l’Université de Saint-Boniface, au moins trois postes de coupés : deux postes de professeurs et un dans l’administration. Puis, non content de s’en prendre au financement des universités et des collèges, le premier ministre, dans une lettre mandat datée du 19 décembre dernier, a fait part aux dirigeants de ces institutions de ses attentes quant aux orientations de leurs programmes d’études. Il est remarquable que dans cette lettre on ne parle plus de ministre des Études postsecondaires mais de ministre du Développement économique et de la formation de la main-d’œuvre responsable de l’enseignement postsecondaire. Pas besoin d’aller plus loin pour voir dans quelle direction le gouvernement veut orienter les études postsecondaires : finaliser la formation de la main-d’œuvre de remplacement pour les rouages de l’économie. Rien de plus. On ne s’intéresse pas à la formation de la personne ou du citoyen. Tout ce qui compte c’est de répondre aux besoins du marché de l’emploi, à la demande des entreprises.

Et, nous voilà arrivé à ce que je considère comme la dernière attaque contre le monde des études postsecondaires et, qui plus est, illustre bien le mépris de ce gouvernement pour le personnel des institutions postsecondaires : l’exigence de coupures de 10% à 30% des budgets pour les quatre prochains mois. D’abord, l’annonce faite n’est pas claire à savoir si la coupure demandée porte sur le budget de toute l’année; ce qui voudrait dire, à toute fin pratique, le congédiement de la presque totalité du personnel pour les quatre prochains mois, ou si le pourcentage s’applique à la portion, le tier, du budget annuel couvrant cette partie de l’année. On n’est pas dans le même ordre de grandeur de coupures. Mais, peu importe. En effet, cette demande de coupure budgétaire illustre bien une idée courante et que ce gouvernement à fait sienne : les professeurs des universités et des collèges ne font rien une fois les cours finis à la fin avril. Ils sont en vacances pour quatre mois. Quelle belle ignorance crasse qui ne sert qu’à entretenir des stéréotypes qui n’ont rien à voir avec la réalité. Enfin, l’attaque menée est d’autant plus mesquine, « cheap », qu’elle est menée dans un contexte de rapport de force inégal. En effet, les règles de confinement et de distanciation sociale réduisent, à toute fin pratique, à néant la capacité de riposte, de mobilisation, de la part des syndicats et de leurs membres. Le gouvernement a le champ libre pour imposer sa volonté.

Avec cette dernière demande de coupure budgétaire, le gouvernement Pallister continue sa sape d’une institution pourtant clé de notre société, de son développement, de son évolution : l’université. Le coup est d’autant plus dur à encaisser que, il faut bien se le dire, nos universités manitobaines ne brillent déjà pas beaucoup au firmament de la connaissance. Si on veut que notre jeunesse reçoive une éducation postsecondaire de qualité qui les place au même niveau que les autres jeunes du pays, il faut que ce gouvernement cesse ses attaques contre nos universités, nos collèges.